



**Les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires
viennent de publier un appel à la grève et à la manifestation
pour le mardi 10 septembre prochain.**

Cet appel national est consécutif à la tenue de la 2^o « grande conférence sociale » qui a eu lieu les 20 et 21 juin dernier.

Le gouvernement, qui avait organisé cette conférence, a dès le lendemain publié une « *feuille de route* », dont il considère que « *les constats et les objectifs* » sont « *pour l'essentiel partagés* » par les organisations syndicales !

Nous, organisations syndicales FO et CGT de la DDTM du Var lui disons :

NON, nous ne partageons en rien vos objectifs !

Et donc nous ne participerons pas, sous quelque forme que ce soit,

- à la suppression des missions publiques et les effectifs qui y sont dédiés, telles que l'ADS ou l'ATESAT, pour ne prendre que cet exemple,
- à la suppression des milliers de postes de la fonction publique, présentés comme résultant du « *grand choc de simplification* », et conduisant à la liquidation de centaines de normes livrant tous les aspects de la vie publique au libre jeu du « plus fort », c'est à dire du plus riche.
- à l'invitation, faite tout au long de cette « *feuille de route* », visant à « *associer les agents publics et leurs organisations syndicales* » à tous les niveaux de cette entreprise de casse de la fonction publique, ses missions, ses agents et leurs statuts.

Nous ne « partageons » pas le blocage du point d'indice pour la 4^o année consécutive, au nom de « *l'effort à partager* », alors que le gouvernement, la ministre Duflot, la cours des comptes, le rapport Weiss, expliquent à l'unisson que le respect des contraintes de Bruxelles imposent que soit encore et encore réduit le budget consacré à l'action publique.

Nous ne « partageons » pas le fait que « *notre système de retraite* » devrait « *faire face au défi de l'allongement de l'espérance de vie* », c'est à dire en clair, nous faire travailler plus longtemps, et avec des retraites diminuées.

Rien ne justifie que soient « aménagées » nos revendications salariales et statutaires, car nous savons que ces « aménagements » ont comme seule et unique raison l'acceptation des coupes budgétaires imposées par l'Union européenne, UE qui dans le même temps, continue d'actionner la planche à billet pour « aider les banques ».

Le 10 septembre, nous appellerons conjointement à la grève et à la manifestation pour

- **pas touche au code des pensions, maintien de la prise en compte des 6 derniers mois,**
- **non à tout nouvel allongement de la durée de cotisations,**
- **arrêt des suppressions de postes, non à la mobilité,**
- **maintien des services et des missions de l'Etat, défense des statuts particuliers de corps,**
- **augmentation générale des salaires, 44 points d'indices immédiats, retour à l'indice de début de carrière à 120 % du SMIC.**